



Le pouvoir de nuire — l'Ukraine le veut, la Russie le détient

La guerre des drones de Zelensky, censée forcer Moscou à négocier, risque surtout de rendre l'Ukraine invivable cet hiver.

Scott Ritter

mar. 28 juil. 2026 15 min de lecture

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, se rendra à Washington DC pour assister aux funérailles de l'ancien sénateur américain Lindsey Graham, prévues le 28 juillet. M. Zelensky devrait rencontrer le président américain Donald Trump lors de son séjour aux États-Unis.

La priorité à l'ordre du jour sera la nécessité urgente de trouver une solution négociée au conflit russo-ukrainien. Ces dernières semaines, les États-Unis ont déployé des efforts concertés pour tenter de trouver un mécanisme permettant de

sortir de l'impasse diplomatique qui existe actuellement entre les États-Unis et la Russie, afin d'ouvrir la voie à des négociations viables visant à mettre fin à la guerre par procuration qui oppose la Russie à l'Occident au sujet de l'Ukraine.

Le 22 juillet, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN, Matt Whitaker, s'est rendu à Kiev pour discuter de l'éventuelle concession par les États-Unis d'une licence de production de missiles Patriot à l'Ukraine, promise par le président Trump lors du sommet de l'OTAN à Ankara, en Turquie, au début du mois, ainsi que d'un accord en cours de négociation entre les États-Unis et l'Ukraine sur les drones, qui permettra à l'Ukraine d'exporter sa technologie de drones éprouvée au combat vers l'industrie de la défense américaine afin qu'elle soit intégrée au programme « Drone Dominance » récemment annoncé par le Pentagone.

Le même jour, Zelensky a eu un entretien téléphonique séparé avec les envoyés spéciaux du président Trump, Steve Witkoff et Jared Kushner. Witkoff et Kushner s'étaient rendus pour la dernière fois en Russie en mars de cette année, où ils avaient rencontré le président russe Vladimir Poutine. Ils devaient retourner à Moscou début juin, mais cette visite a rencontré un obstacle. « Il n'y a pas encore de date précise pour leur visite », a indiqué le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peshkov, le 9 juin, une fois qu'il est apparu clairement que la visite attendue ne se concrétiserait pas. « Cependant, nous serions ravis de les accueillir ici en Russie à tout moment. »

Les perspectives d'une telle visite semblaient s'améliorer quelque peu lorsque, le 23 juillet, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a rencontré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Manille, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), au cours de laquelle les perspectives d'une reprise des pourparlers de paix ont été discutées. M. Rubio a déclaré par la suite : « Si la paix revient, ce sera grâce à de nouvelles idées et à de nouveaux concepts, et nous sommes prêts à en proposer dans un cadre et sous une forme appropriés si l'occasion se présente et si les conditions sont réunies. »

La mise en place de ces conditions a été une priorité absolue pour l'administration Trump, qui avait contacté le président kazakh Kassym-Jomart Tokayev afin qu'il fasse pression pour la reprise des efforts de médiation entre la Russie et l'Ukraine lors d'une rencontre avec le président Poutine le 25 juillet. « Si je peux me permettre d'exprimer mon humble avis », a déclaré Tokayev, « puisque l'on m'a sollicité, il est peut-être temps de geler ce conflit et de revenir à la formule d'Istanbul 2.0 », ajoutant : « Avec des garanties (de sécurité) de la part des grandes puissances, y compris la Russie, nous pourrions avancer vers une paix tant attendue. Il faut mettre un terme à cette (guerre). »

Fait marquant, Tokayev a salué la « flexibilité diplomatique sans pareille » dont Poutine a fait preuve lors du sommet d'août 2025 avec Trump à Anchorage, en Alaska. Tant le secrétaire d'État américain Rubio que le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov avaient laissé entendre que ce qu'on appelle « l'Esprit d'Alaska » était mort, Rubio notant que les conditions discutées en Alaska s'étaient avérées inacceptables pour l'Ukraine, et Lavrov observant que, du point de vue russe, il était clair que les États-Unis, en Alaska, ne cherchaient qu'à gagner du temps pour réarmer l'Ukraine.

Les discussions sur la résurrection d'« Istanbul 2.0 » semblaient sceller la mort de l'« Esprit de l'Alaska », car celui-ci reposait sur une formule de compromis « 3+2 » proposée par la Russie, qui consistait à céder le Donbass et la Crimée à la Russie en échange d'un gel de la frontière entre la Russie et l'Ukraine le long de la ligne de contact à Kherson et à Zaporijia — une position controversée qui aurait conduit la Russie à céder des territoires faisant constitutionnellement partie de la « Mère Russie », ce que le Kremlin a longtemps considéré comme non négociable.

« Istanbul 2.0 » ramènerait la situation à celle de juin 2025, lorsque l'Ukraine défendait un plan de paix en dix points qui prévoyait, entre autres, le retrait des troupes russes jusqu'aux frontières d'avant 2014, c'est-à-dire l'abandon de la Crimée et du Donbass, ainsi que la création d'une architecture de sécurité euro-atlantique incluant l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Invité à commenter l'intervention de Tokayev, Dmitri Peskov a déclaré qu'une telle initiative serait impossible tant que la Russie n'aurait pas atteint ses objectifs. « Le gel du conflit en Ukraine proposé par Tokayev est impossible compte tenu de la position de Kiev », a-t-il noté. « La condition principale de la Russie est la réalisation de ses objectifs. Tout pourrait s'arrêter aujourd'hui, avant la fin de la journée, si le régime de Kiev prenait les décisions appropriées. »

Ces « décisions appropriées » exigeraient toutefois que l'Ukraine adhère à la formule « 3+2 » d'Anchorage, modifiée pour tenir compte des avancées de la Russie depuis août 2025.

Ce que Zelensky refuse de faire.

La question est désormais de savoir comment sortir de cette nouvelle impasse et proposer les « nouvelles idées » et les « nouveaux concepts » évoqués par le secrétaire d'État Marco Rubio.

Au lieu d'opter pour la paix, le président ukrainien a toutefois choisi la violence. En mai dernier, Zelensky avait fait remarquer que « nos capacités à longue portée (les drones à longue portée de l'Ukraine) changent considérablement la situation — et, plus largement, la perception qu'a le monde de la guerre menée par la Russie ». Dans un message publié sur les réseaux sociaux le même mois, Zelensky avait déclaré : « Nous le disons clairement aux Russes : leur État doit mettre fin à cette guerre. »

Cette position est devenue la politique officielle lorsque, le 25 juin, Zelensky a annoncé qu'il avait autorisé une campagne de frappes de 40 jours à l'aide de drones à moyenne et longue portée, destinée à faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à la guerre en Ukraine.

L'Ukraine en est désormais à plus de 30 jours d'une campagne qui a semé la terreur dans tout le Donbass, dans les nouveaux territoires russes de Zaporijia et de Kherson, ainsi que dans la péninsule de Crimée, tout en frappant des cibles d'infrastructures énergétiques situées au cœur même de la Fédération de Russie, y compris en Sibérie.

Les aspects militaires de cette campagne ont été largement relayés par l'ensemble des médias occidentaux, qu'il s'agisse des grands médias traditionnels ou des réseaux sociaux. Des voix telles que celle de Gilbert Doctorow, qui se qualifie lui-même de « russe », ont déclaré que la Russie était pratiquement vaincue en raison de ces attaques de drones.

Mais la réalité est bien différente. Si les attaques ukrainiennes ont effectivement créé des difficultés dans les régions directement touchées par le conflit, la Russie elle-même reste stable sur les plans économique, politique, social et militaire.

On ne peut pas en dire autant de l'Ukraine.

La troisième loi de la physique de Newton — toute action entraîne une réaction égale et opposée — s'applique à la « guerre des drones de 40 jours » de Zelensky, et la Russie a riposté avec virulence, déclenchant à son tour une vague sans précédent d'attaques de missiles balistiques et de drones qui ont dévasté la base industrielle de défense ukrainienne, y compris celle utilisée pour la production de drones, tout en affaiblissant encore davantage le secteur énergétique ukrainien, tout en poursuivant et en intensifiant ses opérations militaires offensives sur l'ensemble de la ligne de contact avec l'Ukraine.

L'initiative tant vantée de Zelensky visant à imposer des « sanctions à longue portée » contre la Russie était le fruit de l'imagination de celui qui avait occupé le poste de responsable marketing des réseaux sociaux pendant la campagne présidentielle de

2019, Mykhailo Fedorov. Fedorov est ensuite devenu le premier ministre ukrainien de la Transformation numérique, où sa principale réalisation a été le lancement du portail web gouvernemental Diia, destiné à faciliter l'administration en ligne en Ukraine. Nommé ministre de la Défense en janvier 2026, Fedorov s'est imposé comme un réformateur cherchant à utiliser la technologie pour vaincre la Russie sur le champ de bataille tout en réduisant le nombre de victimes sur la ligne de front.

Fedorov a été le cerveau derrière le changement de stratégie de l'Ukraine, qui a renoncé à la constitution de brigades destinées au front pour se consacrer à la fabrication de drones destinés à attaquer la Russie sur toute sa profondeur stratégique. Cette politique a suscité une opposition farouche de la part du général Oleksandr Syrskyi, commandant en chef des forces armées ukrainiennes, qui insistait sur le fait que la seule voie vers la victoire contre la Russie consistait à la vaincre sur le champ de bataille.

Fedorov a été l'architecte de la « guerre des drones de 40 jours » de Zelensky. Alors que la caisse de résonance créée par les médias grand public et les réseaux sociaux favorables à l'Ukraine contribuait à donner l'impression que l'Ukraine infligeait une défaite stratégique humiliante à la Russie, les faits réels montraient que la violence technologique prônée par Fedorov n'avait fait que réveiller l'ours russe.

Le 15 juillet, il est devenu évident que la stratégie de Fedorov avait échoué. Lorsque Zelensky a cherché à réaffecter des ressources à Syrskyi, dont les forces étaient massacrées sur le front, Fedorov s'y est opposé et a par la suite été démis de ses fonctions de ministre de la Défense.

Fedorov a été remplacé par le général de division Yevhen Khmara, chef du Service de sécurité ukrainien, qui, en tant que commandant du Centre des opérations spéciales « A » (ou Groupe Alpha), avait supervisé l'« Opération Spiderweb », l'audacieuse attaque ukrainienne par drones contre les moyens aériens stratégiques russes menée le 1er juin 2025.

L'une des premières directives de Khmara fut d'étendre les cibles ukrainiennes à l'intérieur de la Russie afin d'inclure une nouvelle priorité : les centres logistiques de Wildberries, le plus grand détaillant en ligne de Russie, sous prétexte que Wildberries jouait un double rôle en tant que fournisseur de pièces détachées pour drones au ministère russe de la Défense (cette allégation reste à prouver et a été démentie par la direction de Wildberries). À partir du 18 juillet, des drones ukrainiens ont frappé plusieurs entrepôts de Wildberries qui servaient de centres de distribution pour ses marchandises. Plusieurs de ces attaques, dont une aux abords de Moscou, ont entraîné la destruction du bâtiment — et, ce qui est encore

plus important du point de vue ukrainien, des images montrant des incendies ravageant les installations touchées tandis que d'énormes nuages de fumée noire s'élevaient dans le ciel. Les images illustrant les conséquences de ces attaques ont été largement diffusées dans les médias pour renforcer l'idée du caractère inévitable de la victoire de l'Ukraine sur la Russie.

Fabian Hoffmann, chercheur au sein du Programme de défense et de sécurité transatlantique du *Center for European Policy Analysis (CEPA)* et chercheur senior au sein du *Programme sur l'Ukraine et les menaces à tous les niveaux* de l'Université norvégienne de défense, qui publie un blog intitulé *Missile Matters with Fabian Hoffmann*, lequel promeut sans détour un discours pro-ukrainien, a comparé la campagne contre Wildberries à un moment qui transforme l'Ukraine en une nation dotée de ce que le théoricien des jeux Thomas Schelling appelait « le pouvoir de nuire ».

Selon M. Hoffmann, « les frappes contre Wildberries détruisent la dernière illusion d'une existence confortable en temps de paix pour la société russe », s'opposant directement « à l'image que la société russe a d'elle-même, celle d'une société puissante, protégée et intouchable, ainsi qu'à son sentiment de supériorité par rapport aux autres, en particulier l'Ukraine ».

Hoffmann poursuit en affirmant que la campagne contre Wildberries « s'inscrit dans une logique de coercition visant à contraindre Moscou à négocier : une souffrance infligée aujourd'hui, un soulagement offert en échange de concessions demain. La capacité à infliger et à retenir la souffrance », écrit Hoffmann, « est un facteur clé qui fait de l'Ukraine une partie prenante dans les négociations sur l'avenir de l'Ukraine, de l'Europe et du monde en général, plutôt qu'un simple objet de ces négociations ».

On dit que la perception crée sa propre réalité, et c'est dans cet objectif que Volodymyr Zelensky se rendra à Washington DC le 28 juillet pour rendre hommage au sénateur Graham et pour sa rencontre décisive avec le président Trump.

Mais les perceptions fondées sur l'imaginaire ne peuvent l'emporter sur la réalité factuelle si ceux qui cherchent à être influencés refusent d'être victimes des manœuvres psychologiques de ceux qui promeuvent ces récits artificiels.

La vérité, c'est que la réalité crée sa propre réalité, et cette maxime russe prend tout son sens au lendemain de l'offensive contre Wildberries.

Selon certaines estimations, l'offensive contre Wildberries a causé environ 1,3 milliard de dollars de dommages économiques à la Russie, uniquement en termes d'impact sur les activités de vente au détail nationales de Wildberries et des e-commerçants qu'elle soutenait.

Elle n'a eu aucun impact ni sur la capacité de la Russie à mener la guerre, ni sur la détermination du gouvernement russe et de la population russe à mener cette guerre.

Elle a poussé la Russie à élargir la portée de sa nouvelle stratégie de riposte, qui a dévasté la base industrielle de défense ukrainienne reposant sur les drones, afin d'inclure les équivalents ukrainiens de Wildberries. La Russie est désormais en passe de détruire tous les principaux centres logistiques commerciaux d'Ukraine, des actions qui, combinées à la destruction en cours des centrales thermiques et des stations de distribution de gaz ukrainiennes, priveront l'Ukraine d'électricité et de chauffage cet hiver — et de tout approvisionnement.

En bref, l'Ukraine deviendra inhabitable.

Invivable.

« La capacité de nuire est un pouvoir de négociation », écrivait Thomas Schelling dans son traité classique de 1966 sur la théorie des jeux, *Arms and Influence*. « L'exploiter, c'est de la diplomatie, une diplomatie vicieuse, mais de la diplomatie. »

Zelensky prévoit de rencontrer Donald Trump afin de convaincre le dirigeant américain de la crédibilité diplomatique de la « capacité à faire mal » de l'Ukraine, autoproclamée (par l'intermédiaire de son attaché de presse complaisant, Fabian Hoffmann, adepte de la rhétorique des missiles) et fondée sur l'utilisation de drones. La capacité à signaler de manière crédible cette capacité à faire mal et à infliger des souffrances à la Russie est le moyen pour l'Ukraine de poursuivre une guerre qu'elle ne peut pas gagner autrement. C'est là, comme l'a noté Schelling, l'essence même de la dissuasion, « l'art de la coercition et de l'intimidation ».

En fin de compte, cependant, la dissuasion repose sur la détermination, sur la capacité à deviner les véritables intentions de l'ennemi et les siennes propres. « Les nations », écrivait Schelling, « sont connues pour bluffer ; elles sont également connues pour proférer des menaces sincères et changer d'avis lorsque les choses se gâtent. »

Schelling a averti que la capacité de nuire, une fois déchaînée, pouvait facilement échapper à tout contrôle rationnel et, au contraire, s'enfoncer dans une spirale de représailles et de destruction qui va à l'encontre de toute intention initiale.

Zelensky et l'Ukraine sont en train d'apprendre cette terrible leçon.

Ils assistent à la destruction d'une nation — la leur — en raison des insuffisances de leurs propres dirigeants.

Zelensky demandera à Trump d'essayer de transformer sa « guerre des drones de 40 jours » en une voie diplomatique viable vers la paix avec la Russie, selon des conditions dictées par l'Ukraine.

Le président Trump ferait bien de réfléchir au fiasco actuel avec l'Iran et de comprendre les conséquences de se lancer — et de perdre — dans le jeu du « pouvoir de nuire ».

L'Ukraine face à la Russie, tout comme les États-Unis face à l'Iran, a pris un pari et a perdu.

Perdre le jeu du « pouvoir de nuire » avec l'Iran, c'est faire face à un embarras à court terme.

Perdre face à la Russie, c'est mourir.

L'Ukraine est déjà condamnée à mort.

Les États-Unis n'ont pas à l'être.

Le pouvoir de choisir permet de se retirer du jeu du « pouvoir de nuire ».

Trump doit rejeter les propositions de mort et de destruction de Zelensky et se concentrer plutôt sur la manière d'éviter de tomber dans la spirale de destruction nationale qui a emporté l'Ukraine.

Les propositions faites par Witkoff et Kushner se sont révélées vides de sens, voire pire : un prétexte pour gagner du temps afin de réarmer l'Ukraine.

Les « nouvelles idées » et les « nouveaux concepts » dont a parlé le secrétaire d'État Marco Rubio ne viendront ni du tandem Witkoff-Kushner, ni de Zelensky.

Le président Trump envoie son directeur du FBI, Kash Patel, en Russie à la mi-octobre. D'ici là, la folie de la « guerre des drones de 40 jours » de Zelensky sera évidente pour tous — même pour le gouvernement ukrainien.

Comme l'a déclaré le président Poutine, la guerre entre l'Ukraine et la Russie pourrait prendre fin « aujourd'hui » si l'Ukraine acceptait certaines réalités, dont la première est qu'il n'y a rien à faire pour atténuer la souffrance engendrée par la capacité écrasante de la Russie à infliger des dommages.

L'Ukraine a déclenché cette guerre, encouragée par les États-Unis et l'Europe,
et la Russie y mettra fin selon ses propres conditions.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Russie Ukraine